

Avis adopté

Séance plénière du 11 janvier 2023

Quelles politiques pour favoriser l'évolution de la société vers la sobriété ?

Déclaration des groupes Associations et Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

A l'issue de ce travail un constat s'impose : Nous n'avons pas encore pu questionner toutes les conditions nécessaires pour atteindre une société sobre. Si cet avis évite de réduire la sobriété au seul enjeu de rationnement énergétique, ou de matériaux, il donne à voir les axes de réflexions que le CESE aura à approfondir pour prendre le virage de la sobriété.

Mais qu'est-ce que la sobriété ? Ce mot que nous n'entendions qu'en périodes festives s'est retrouvé en quelques mois sur toutes les lèvres. La définition retenue par le CESE est la suivante : « Un ensemble de mesures, d'organisations collectives et de pratiques du quotidien qui évitent et réduisent la demande en énergie, matériaux, sol et eau tout en assurant le bien-être pour tous et toutes dans les limites planétaires ».

La notion de bien-être est, ici, fondamentale. Elle est la clé de voûte du changement de paradigme à opérer, tout en garantissant la réduction des inégalités et l'éradication de la grande pauvreté... On peut vivre bien en vivant différemment d'aujourd'hui. Et même vivre mieux pour toutes celles et ceux qui aujourd'hui ne vivent pas bien.

C'est pourquoi nos groupes insistent sur la définition finale construite en commission d'une sobriété juste, politique et inspirante pour toute la population. Elle implique d'organiser une juste répartition des ressources et d'assurer à tous et toutes des conditions de vie dignes autant que le respect et l'effectivité de leurs droits fondamentaux. Les préconisations 1 et 3 sont cruciales pour garantir la prise en compte de toutes les réalités sociales ainsi que l'ouverture d'un débat national dont la forme doit être précisée. Les plus précaires sont non seulement les premières victimes des conséquences de la crise écologique, mais aussi celles des politiques de lutte contre le changement climatique qui aggravent souvent les inégalités, car elles ne sont pas pensées en associant ces personnes et en prenant ces inégalités en compte.

Tel que développé dans la préconisation 2 de l'avis du CESE sur une politique nationale de santé environnement au cœur des territoires, les recettes de la fiscalité citées doivent être affectées à la compensation des inégalités créées par les mesures prises et à la protection et restauration des écosystèmes.

Les changements de mode de production et de consommations seront profonds et drastiques. Pour qu'ils soient partagés et acceptés, il nous faudra garantir et favoriser une diversité culturelle à même de construire les confrontations politiques qui font vivre la démocratie, à même d'assurer à chacun le droit d'envisager le monde à sa manière sans que ne lui soit imposé une seule et unique orientation politique. Le monde d'aujourd'hui ne s'est pas construit sur un récit unique. Alors, malgré l'urgence

dans laquelle nous vivons, nous voyons un danger profond pour notre démocratie face au risque de construction d'un récit unique qui servirait une forme politique autoritariste, sans reconnaître l'égalité citoyenneté de tous et toutes.

Il nous faudra également renouveler notre conception du vivant non humain, de cet environnement dit naturel auquel nous n'accordons aucune valeur sauf lorsqu'une valorisation monétaire est possible. La protection et la préservation du vivant doivent devenir des objectifs de préoccupation au même titre que celles des membres de notre société humaine. Alors nous plaçons pour lui reconnaître des droits, nous plaçons pour permettre à chacun de reconstruire des liens au vivant, des liens profonds et utiles à leur pouvoir d'agir et à notre avenir.

Cela signifie donc de repenser nos réflexes de consommation, repenser notre rapport aux objets, la durée de vie limitée qu'on leur concède avant de les jeter, à ce que nous considérons comme des besoins, très souvent artificiels, car résultant en réalité, de désirs socialement construits.

Nos groupes plaident pour que le CESE renouvelle une approche éducative auprès des adultes, citoyennes et citoyens qui doivent prendre les décisions pour demain. Nous pensons nécessaire de ré-envisager l'éducation comme le moyen de construire des citoyens libres et conscients, sensibles à la préservation de leur environnement et capables de nourrir le débat au-delà des expertises techniques, économiques ou scientifiques. L'apport de l'éducation populaire à cet égard n'est plus à prouver, pourtant il nous semble qu'il nous faut sans cesse rappeler son bien-fondé et son bénéfice pour la société dans son ensemble.

Nous avons plus que jamais besoin de favoriser des lieux où se provoquent les rencontres et où les échanges conduisent à la création de commun. Des espaces où peuvent se repenser et se développer le rapport au vivant et non vivant, grandir et infuser. Des espaces non soumis aux logiques du marché et de la concurrence, à la recherche de profit ou à la rentabilité et qui favorise l'innovation, la citoyenneté et la capacité à agir. Cela implique de questionner les instances et institutions qui façonnent le débat public, les médias et producteurs de cultures qui, trop bien adaptées au système actuel, n'arrive pas renouveler les imaginaires et les récits mis en débats. La sobriété ne peut donc être seulement envisagée comme une question économique car elle est avant tout une question culturelle, sociale et politique. Notre confort d'aujourd'hui sera certainement notre honte de demain.

Mais surtout, comment penser pertinemment la sobriété sans oser repenser le fonctionnement actuel du monde du travail ? A cet égard, nos groupes regrettent que le débat, en commission, n'ait pu réellement se tenir – nous pensons particulièrement à l'organisation d'un débat national sur l'équilibre entre le temps de travail, ou plutôt d'emploi et le temps libre disponible pour être acteur de l'évolution de son mode de vie, de ses loisirs et s'extraire ainsi de logique de consommation que nous savons délétères.

Nous venons de vous dérouler la vision partagée par nos deux groupes de ce que devrait être la sobriété, et nos regrets, là-aussi partagés, que certains des sujets évoqués : financement des mesures à prendre pour une justice environnementale et sociale, importance des espaces démocratiques, changements de paradigme culturel et politique, n'aient pas été suffisamment développés. Les dernières préconisations de cet avis auraient mérité d'être mises en valeur tant elles sont fondatrices pour les débats économiques, sociaux et techniques qui s'ouvrent à nous.

Cet avis donne un premier cadre de travail et doit être approfondi.

Le groupe des associations et le groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse l'ont voté favorablement.